

Plus de 2 000 responsables chinois sanctionnés pour fautes en matière de politique environnementale

Dossier de la rédaction de H2o
September 2016

Plus de 2 000 responsables du Parti et de départements du gouvernement ont été sanctionnés pour fautes en matière de mise en œuvre de la politique environnementale. En juillet, des inspecteurs ont été dépêchés dans huit provinces et régions autonomes, à savoir la Mongolie intérieure, le Heilongjiang, le Jiangsu, le Jiangxi, le Henan, le Guangxi, le Yunnan et le Ningxia, pour examiner le travail des instances locales. Au Ningxia, des responsables du district de Yongning ont été tenus pour responsables après avoir cherché à fermer une usine de métal ayant suscité la colère publique en raison de ses émissions de fumée et de poussière. Selon le gouvernement local, l'usine a cessé sa production en août 2015, mais il semble en réalité qu'elle soit restée ouverte jusqu'en juillet 2016. Les responsables impliqués ont dû présenter leurs excuses et ont été démis de leurs fonctions. "Les inspecteurs environnementaux se focalisent principalement sur les organes du Parti et du gouvernement de niveau provincial ou municipal", a indiqué Zhai Qing, vice-ministre de la protection environnementale. Les fautes seront rapportées au gouvernement central et seront prises en compte lors de l'évaluation des performances et la nomination de hauts responsables, a-t-il expliqué. À ce jour, plus de 100 criminels ont été tenus par la police pour avoir contribué ou pollué l'environnement. Les amendes dans ces régions dépasseront 100 millions de yuans (15 millions de dollars). Selon le plan, les inspecteurs environnementaux seront envoyés dans toutes les provinces, régions autonomes et municipalités au cours des deux années à venir.

Xinhua